

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Conseil de sécurité de l'Onu : bilan mensuel de la présidence gabonaise

Yannick Franz IGOHO
Libreville/ Gabon

Le Gabon a assuré, le mois dernier, la présidence du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) – où le pays siège en qualité de membre non permanent —. Une participation gabonaise pour le moins appréciable à en croire certains retours.

Concrètement la mission permanente de la partie gabonaise a organisé 33 réunions formelles, 15 consultations et a rédigé 9 communiqués de presse. Dans la même foulée, le Gabon a pu obtenir cinq décisions.

Par ailleurs, sous la présidence gabonaise, le Conseil de sécurité des Nations unies a organisé trois événements majeurs, présidés par le ministre des Affaires étrangères, Michaël Moussa Adamo. A savoir : un débat de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique axé sur le renforcement de la lutte contre le financement des groupes armés



L'ambassadeur du Gabon à l'Onu, Michel-Xavier Biang vient de dresser le bilan de la présidence gabonaise du Conseil de sécurité de l'ONU au mois d'octobre dernier.

et des terroristes à travers le trafic illicite des ressources naturelles; un débat de haut niveau auquel a pris part le secrétaire général de l'Onu, António Guterres relatif à la coopération entre l'Onu et les organisations régionales et sous-régionales, axé sur la commémoration du 20e anniversaire de l'Union africaine (UA); et un débat de haut niveau

sur les menaces à la paix et à la sécurité internationales, axé sur le climat et la sécurité en Afrique. Pour rappel, lors de la 75e session de l'Assemblée générale, notre pays a été élu en qualité de membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'Onu, avec 183 voix, pour une durée de deux ans. Son mandat s'achève en fin 2023.

Présidentielle 2023 : les "Pdgistes" du Ntem en ordre de bataille

E.EBANG MVE
Bitam/Gabon

EN droite ligne de la rentrée politique de leur écurie dans le Woleu-Ntem, les cadres et militants du Parti démocratique gabonais (PDG) du département du Ntem, réunis récemment autour du membre du Bureau politique Jules Mbele Asseko, ont réaffirmé leur engagement et détermination à conduire le "Distingué camarade président" (DCP), Ali Bongo Ondimba, à la victoire à la prochaine élection présidentielle. C'était en présence, entre autres, du secrétaire départemental, Germain Mba Eyama, et du néomilitant de base dudit parti, René Ndemezo'Obiang, ancien leader de Démocratie nouvelle (DN). En tout état de cause, Jules Mbele Asseko, par ailleurs maire de la commune de Bitam, se fondant sur les valeurs de cohésion, d'unité, fraternité, solidarité et de rassemblement, a exhorté l'ensemble de ses "camarades" à se mettre, plus que jamais, résolument en ordre de bataille. Tant il y va, a-t-il lancé, de la nécessité

pour Ali Bongo Ondimba de poursuivre et parfaire l'œuvre de développement et de construction nationale qu'il a entamée depuis son accession à la magistrature suprême, en 2009.

L'ancien et nouveau militant du PDG, René Ndemezo'Obiang, n'a pas manqué d'exprimer sa fierté ainsi que celle de ses anciens compagnons de DN de regagner "la maison du père". Une fierté d'autant plus légitime que selon lui, à leur retour, ils ont été accueillis avec ferveur, bienveillance, enthousiasme et fraternité.

"Pour arracher la victoire en 2023, il faut travailler dur. Rassembler le maximum de militants, militantes et ratisser large. C'est le prix à payer pour plébisciter le DCP Ali Bongo Ondimba en août prochain", a-t-il lancé.

S'en est suivie une marche de soutien durant laquelle les "Pdgistes" du Ntem ont clamé, à travers les principaux axes du chef-lieu du département du Ntem, leur "indéfectible attachement à la vision politique du DCP Ali Bongo Ondimba, candidat naturel de leur parti au prochain scrutin présidentiel".



Entre nous soit dit Que nous conteront-ils encore ?

Teddy OSSEY

CHARM El-Cheikh. La cité balnéaire égyptienne qui borde le Nil est d'une douloureuse et pénible évocation pour l'opposition gabonaise. Il y a là quelque chose qui tiendrait, pour elle, de la bérézina de Waterloo. On pourrait même évoquer le désastre de Trafalgar.

La COP27 en Égypte ne laissera qu'amertume et désolation dans ses rangs. Du haut de la tribune de ce conclave, qui réunissait les grands de ce monde, Ali Bongo Ondimba a annoncé la tenue prochaine à Libreville du One Planet Summit. Déjà, ce fait en lui-même est une majestueuse marque de consécration faite par la communauté internationale envers le Gabon et son président, dont le leadership sur les questions climatiques s'affirme chaque

jour davantage.

Cette nouvelle venue des bords du Nil a été vécue par l'opposition gabonaise tel un revers de fortune. Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, il lui a fallu entendre, de la bouche même du président français Emmanuel Macron, la confirmation des propos du chef de l'État Ali Bongo Ondimba : le Gabon et la France allaient organiser de concert cet événement de portée planétaire. Cette victoire diplomatique d'Ali Bongo Ondimba, car c'en est bien une, vient taire toutes les allégations qui dépeignaient en noir les relations entre Libreville et Paris dont le point de rupture fantasmé serait l'adhésion du Gabon au Commonwealth. Terrassée et exaspérée, l'opposition gabonaise va s'en prendre à la France par des

propos véhéments et incantatoires, au point de charger son président de toutes les plaies d'Égypte. Nous sommes ici loin du simple fait métaphorique tant les diatribes pullulent sur la toile.

Avec finesse et subtilité, Ali Bongo Ondimba a dépossé les opposants d'un fonds de commerce à travers lequel ils faisaient d'une certaine France leur soutien implicite. L'ire autant que l'écoeurement traduisent leur déconvenue. Il eût été pourtant si simple d'être à l'unisson avec la population, qui est fière de voir notre cher et beau pays auréolé par cette prestigieuse reconnaissance, illustration de notre contribution à l'universel. En attribuer les mérites et les lauriers à Ali Bongo Ondimba ne serait que justice.

Bassé!